

Madame la Préfète, Madame la DASEN, Mesdames, Messieurs membres du CDEN,

Nous nous réunissons aujourd'hui dans un contexte où l'avenir de l'école et de la fonction publique interroge. Les décisions prises par le gouvernement concernant le budget de l'école vont de nouveau dégrader les conditions de travail des agents de l'Education Nationale.

La suppression de 4000 postes (3155 dans le premier degré) pour la rentrée prochaine a fait la Une de la presse nationale. A cela s'ajoute d'autres décisions budgétaires qui auront des conséquences dramatiques pour l'École au sein de notre pays : la baisse des dotations aux collectivités territoriales, la baisse des financements à la Jeunesse, aux sports et à la vie associative.

Pour la CFDT Education Formation Recherche Publiques, c'est un effet ciseau sur les écoles et les établissements scolaires qui s'annonce. Mais également bien plus encore : c'est à une fragilisation de l'ensemble des structures qui œuvrent pour l'éducation des enfants et des jeunes à laquelle il faut s'attendre, sur l'ensemble du territoire.

La suppression de 4000 postes est faussement justifiée par la baisse démographique de la France. Pourquoi faussement ? Car la France a un effectif d'élèves par classe parmi les plus haut d'Europe. Pour la CFDT, les moyens actuels doivent être maintenus voire augmentés afin :

- d'améliorer les conditions de travail des personnels,
- de faciliter la nécessaire différenciation entre les élèves pour permettre une inclusion réelle,
- d'améliorer les conditions d'apprentissage de toutes et tous.

Avec des différences territoriales très importantes, le département risque d'être confronté à plusieurs problématiques suivant la situation géographique des écoles :

- si des fermetures de classes s'effectuent dans le milieu rural, ce seront d'autant plus d'élèves qui subiront des temps de transport plus importants et une fatigue accrue
- si des fermetures de classes s'effectuent dans le milieu urbain, où les conditions d'exercices sont de plus en plus difficiles, les effectifs de classes se verront augmenter

Le Sgen-CFDT Lorraine sera attentif lors de la carte scolaire puisque les dégradations des conditions d'apprentissage des élèves et d'enseignement des personnels se profilent d'ores et déjà.

Par ailleurs, le projet de budget 2025 prévoit d'allonger la période de carence de 1 à 3 jours et diminuer l'indemnisation des congés maladies. La durée de ces arrêts va augmenter et cette réponse punitive va en parallèle impacter, une nouvelle fois, les moyens de remplacement de l'ensemble des agents de l'Education Nationale et laisser de plus en plus de classe sans enseignant.

Aussi les conséquences pour l'Éducation de ce budget d'austérité ne s'arrêtent pas là ! En inscrivant 11 milliards d'euros d'économies sur les dotations allouées aux collectivités territoriales, c'est là encore la politique de l'enfance et de la jeunesse des communes, départements et régions qui risque d'être fragilisée. Dans de nombreuses collectivités, l'éducation représente 50 % du budget annuel. On peut donc aisément mesurer les conséquences que cela aura sur les dotations aux écoles, aux EPLE, sur les investissements pourtant nécessaires pour mettre aux normes les locaux en matière sécuritaire ou de transition écologique, sur les projets en direction des enfants, des élèves.

Un effet ciseau qui va inévitablement creuser les inégalités entre les communes riches et les autres. D'ores et déjà, des collectivités ont annoncé la mise à l'arrêt de leur plan de rénovation des établissements scolaires, d'autres ont annoncé ne plus financer de projets éducatifs et culturels comme école et collège au cinéma par exemple.

De plus, parmi ces économies d'échelle, le gouvernement entend mettre fin au fonds de soutien qui permettait de financer les Temps d'Activités Péri-éducatives pour les communes restées à 4,5 journées de classe. Alors que cette norme est la règle (les 4 jours étant dérogatoires), le gouvernement va donc empêcher aux enfants de bénéficier de temps de découvertes, sportifs ou artistiques en marge de l'école. Cette mesure pénalisera les enfants des milieux défavorisés et mettra au chômage des professionnels qui œuvrent au quotidien pour le bien-être de ces enfants, les précarisant un peu plus.

Ce plan d'austérité n'épargne pas non plus les politiques sportives et de jeunesse. Ce sont principalement les associations qui encadrent les jeunes, les enfants sur les temps extra et périscolaires qui vont subir les conséquences de ce budget d'austérité. Devront-elles alors augmenter les adhésions, les licences sportives pour réussir à couvrir leurs dépenses au risque de voir disparaître de leurs effectifs des enfants de familles défavorisées ?

Ainsi, nous sommes, avec de telles prises de décisions, en train de construire une France à deux vitesses. Pourtant la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques porte une toute autre vision de la société. Le principe de solidarité doit prévaloir notamment quand il s'agit de permettre aux enfants et aux jeunes de se construire, de s'émanciper, de devenir les futur.e.s citoyens et citoyennes. Impossible dans ces conditions de construire une politique de la jeunesse ambitieuse et ce sur tous les temps : scolaires, péri et extrascolaires. D'autres choix sont possibles ! Mais encore faut-il en avoir le courage politique notamment en taxant davantage les super-riches ou les plus-values financières. Avec ce gouvernement, l'enfance, la jeunesse et les professionnels qui les accompagnent vont subir les conséquences d'une gestion budgétaire calamiteuse avec, au bout du bout, des jeunes, des enfants qui en subiront les effets.

Pour toutes ces raisons, la CFDT au côté de la majorité des syndicats, appelle à se mobiliser contre ces mesures le 5 décembre prochain.

Merci pour votre écoute.